



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 1\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e colónias acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37:701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

Administração da Imprensa Nacional de Lisboa

AVISO

Para os devidos efeitos se comunica que, por ordem superior, não serão aceites originais destinados ao «Diário do Governo» que não tragam aposta a ordem para a publicação devidamente assinada, devendo ser autenticada a assinatura pelo respectivo selo branco.

SUMÁRIO

Ministério da Guerra:

Decreto-Lei n.º 37:752 — Torna extensiva ao pessoal técnico de nacionalidade estrangeira necessário para o exercício de funções docentes nas unidades e estabelecimentos militares a autorização concedida ao Ministério pelo Decreto-Lei n.º 27:478.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Acordo de Madrid de 14 de Abril de 1891 relativo ao registo internacional de marcas de fábrica ou de comércio, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, na Haia em 6 de Novembro de 1925 e em Londres em 2 de Junho de 1934.

MINISTÉRIO DA GUERRA

Gabinete do Ministro

Decreto-Lei n.º 37:752

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É extensiva a autorização concedida ao Ministério da Guerra pelo Decreto-Lei n.º 27:478, de 13 de Janeiro de 1937, ao pessoal técnico de nacionalidade estrangeira necessário para o exercício de funções docentes nas unidades e estabelecimentos militares, sendo as respectivas despesas, nos casos previstos no presente diploma, pagas pelas verbas para o efeito especialmente inscritas no orçamento do Ministério da Guerra.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 9 de Fevereiro de 1950. — **ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA** — *António de Oliveira Salazar* — *Augusto Cancellaria*

Abreu — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — José Caeiro da Matta — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Teófilo Duarte — Fernando Andrade Pires de Lima — António Júlio de Castro Fernandes — Manuel Gomes de Araújo.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Por ordem superior se faz público que o Governo Português, autorizado pelo Decreto-Lei n.º 37:471, de 6 de Julho de 1949, aderiu ao Acordo de Madrid de 14 de Abril de 1891, concernente ao registo internacional de marcas de fábrica ou de comércio, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, na Haia em 6 de Novembro de 1925 e em Londres em 2 de Junho de 1934.

De harmonia com o disposto no artigo 11.º do citado instrumento, esta adesão começou a produzir os seus efeitos a partir de 7 de Novembro de 1949:

Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925, savoir:

ARTICLE 1

(1) Les ressortissants de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce enregistrées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

(2) Fait règle pour la définition du pays d'origine la disposition y relative de l'article 6 de la Convention générale d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 2

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfassent aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

ARTICLE 3

(1) Toute demande d'enregistrement international devra être présentée sur le formulaire prescrit par le Règlement d'exécution, et l'Administration du pays d'origine de la marque certifiera que les indications qui figurent sur ces demandes correspondent à celles du registre national.

(2) Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque il sera tenu :

- 1° De le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;
- 2° De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

(3) Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1. Il notifiera cet enregistrement sans retard aux diverses Administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

(4) En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

ARTICLE 4

(1) A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

(2) Toute marque qui a été l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues dans la lettre d) de cet article.

ARTICLE 4-bis

(1) Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

(2) L'Administration nationale est, sur demande, tenue de prendre acte, dans ses registres, de l'enregistrement international.

ARTICLE 5

(1) Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

(2) Les Administrations qui voudront exercer cette faculté devront notifier leurs refus, avec indication des motifs, au Bureau international, dans le délai prévu par leur loi nationale et, au plus tard, avant la fin d'une année comptée à partir de l'enregistrement international de la marque.

(3) Le Bureau international transmettra sans retard à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque ou à son mandataire, si celui-ci a été indiqué au Bureau par ladite Administration, un des exemplaires de la déclaration de refus ainsi notifiée. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

(4) Les motifs de refus d'une marque devront être communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

(5) Les Administrations qui, dans le délai maximum sus-indiqué d'un an, n'auront adressé aucune communication au Bureau international seront censées avoir accepté la marque.

(6) L'invalidation d'une marque internationale ne pourra être prononcée par les autorités compétentes sans que le titulaire de la marque ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en temps utile. Elle sera notifiée au Bureau international.

ARTICLE 5-bis

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues qui pourraient être réclamées par les Administrations des pays contractants, seront dispensées de toute certification ou légalisation autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 5-ter

(1) Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le registre relativement à une marque déterminée.

(2) Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques internationales.

(3) Les extraits du registre international demandés en vue de leur production dans un des pays contractants seront dispensés de toute légalisation.

ARTICLE 6

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement (sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant n'aura versé qu'une fraction de l'émolument international), mais elle ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

ARTICLE 7

(1) L'enregistrement pourra toujours être renouvelé, suivant les prescriptions des articles 1 et 3, pour une nouvelle période de vingt ans à compter depuis la date de renouvellement.

(2) Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au propriétaire de la marque, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration.

(3) Si la marque présentée en renouvellement du précédent dépôt a subi une modification qui altère le caractère distinctif de la marque, les Administrations pourront se refuser à l'enregistrer à titre de renouvellement et le même droit leur appartiendra en cas de changement dans l'indication des produits auxquels la marque doit s'appli-

quer, à moins que, sur notification de l'objection par l'intermédiaire du Bureau international, l'intéressé ne déclare renoncer à la protection pour les produits autres que ceux désignés dans les mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur.

(4) Lorsque la marque n'est pas admise à titre de renouvellement, il sera tenu compte des droits d'antériorité ou autres acquis par le fait de l'enregistrement antérieur. La marque jouira notamment de ces droits d'antériorité pour la partie des produits désignés dans les mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur et lors du renouvellement.

ARTICLE 8

(1) L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe nationale qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.

(2) A cette taxe s'ajoutera un émolument international (en francs suisses) de cent cinquante francs pour la première marque et de cent francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps au Bureau international au nom du même propriétaire.

(3) Le déposant aura la faculté de n'acquitter au moment du dépôt international qu'un émolument de cent francs pour la première marque et de soixante-quinze francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première.

(4) Si le déposant fait usage de cette faculté, il devra, avant l'expiration d'un délai de dix ans compté à partir de l'enregistrement international, verser au Bureau international un complément d'émolument de soixante-quinze francs pour la première marque et de cinquante francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première, faute de quoi, à l'expiration de ce délai, il perdra le bénéfice de son enregistrement. Six mois avant cette expiration, le Bureau international rappellera au déposant, par l'envoi d'un avis officiel, à toutes fins utiles, la date exacte de cette expiration. Si le complément d'émolument n'est pas versé avant l'expiration de ce délai au Bureau international, celui-ci radiera la marque, notifiera cette opération aux Administrations et la publiera dans son journal. Si le complément d'émolument dû pour les marques comprises dans un dépôt collectif n'est pas payé pour toutes les marques en même temps, le déposant devra désigner exactement les marques pour lesquelles il entend faire le versement complémentaire et acquitter la taxe de soixante-quinze francs pour la première marque de chaque série.

(5) Lorsque la liste des produits pour lesquels la protection est revendiquée contiendra plus de cent mots, l'enregistrement de la marque ne sera effectué qu'après paiement d'une surtaxe à fixer par le Règlement d'exécution.

(6) Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution du présent Arrangement.

(7) Si, au moment de l'entrée en vigueur du présent Arrangement révisé, un pays ne l'a pas encore ratifié, il n'aura droit, jusqu'à la date de son adhésion postérieure, qu'à une répartition de l'excédent de recettes calculé sur la base des anciennes taxes.

ARTICLE 8-bis

Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration du pays d'origine de la marque, pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne.

ARTICLE 9

(1) L'Administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque.

(2) Le Bureau inscrira ces changements dans le registre international, les notifiera à son tour aux Administrations des pays contractants et les publiera dans son journal.

(3) On procédera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

(4) Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

(5) L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3.

(6) A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

ARTICLE 9-bis

(1) Lorsqu'une marque inscrite dans le registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, enregistrera la transmission, la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal, en mentionnant, si possible, la date et le numéro d'enregistrement de la marque dans son nouveau pays d'origine.

(2) Nulle transmission de marque inscrite dans le registre international, faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale, ne sera enregistrée.

(3) Lorsqu'une transmission n'aura pu être inscrite dans le registre international, soit par suite du refus d'assentiment du nouveau pays d'origine, soit parce qu'elle a été faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale, l'Administration de l'ancien pays d'origine aura le droit de demander au Bureau international de procéder à la radiation de la marque sur son registre.

ARTICLE 9-ter

(1) Si la cession d'une marque internationale pour une partie seulement des produits enregistrés est notifiée au Bureau international, celui-ci l'inscrira dans ses registres. Chacun des pays contractants aura la faculté de ne pas admettre la validité de cette cession, si les produits compris dans la partie ainsi cédée sont similaires à ceux pour lesquels la marque reste enregistrée au profit du cédant.

(2) Le Bureau international inscrira également une cession de la marque internationale pour un ou plusieurs des pays contractants seulement.

(3) Si, dans les cas précédents, il intervient un changement du pays d'origine, l'Administration à laquelle ressortit le cessionnaire devra donner son assentiment, requis conformément à l'article 9-bis.

(4) Les dispositions des alinéas précédents ne sont applicables que sous la réserve de l'article 6-quater de la Convention générale.

ARTICLE 10

Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

ARTICLE 11

(1) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent

Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par la Convention générale.

(2) Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouiront de la protection internationale.

(3) Cette notification assurera, par elle-même, aux dites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

(4) Toutefois, chaque pays en adhérant au présent Arrangement pourra déclarer que, sauf en ce qui concerne les marques internationales ayant déjà fait antérieurement dans ce pays l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés, l'application de cet acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où cette adhésion deviendra effective.

(5) Cette déclaration dispensera le Bureau international de faire la notification collective sus-indiquée. Il se bornera à notifier les marques en faveur desquelles la demande d'être mis au bénéfice de l'exception prévue à l'alinéa précédent lui parviendra, avec les précisions nécessaires, dans le délai d'une année à partir de l'accession du nouveau pays.

(6) Les enregistrements de marques qui ont fait l'objet d'une des notifications prévues par cet article seront considérés comme substitués aux enregistrements effectués directement dans le nouveau pays contractant avant la date effective de son adhésion.

(7) Les stipulations de l'article 16-*bis* de la Convention générale s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 11-*bis*

En cas de dénonciation du présent Arrangement, l'article 17-*bis* de la Convention générale fait règle. Les marques internationales enregistrées jusqu'à la date à laquelle la dénonciation devient effective, et non refusées dans l'année prévue à l'article 5, continueront, pendant la durée de la protection internationale, à bénéficier de la même protection que si elles avaient été directement déposées dans ce pays.

ARTICLE 12

(1) Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Londres, au plus tard le 1^{er} juillet 1938.

(2) Il entrera en vigueur, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après cette date et aura la même force et durée que la Convention générale.

(3) Cet Acte remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié, l'Arrangement de Madrid de 1891, révisé à La Haye le 6 novembre 1925. Toutefois, celui-ci restera en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte. Avec les pays qui n'auront pas encore ratifié l'Acte de La Haye l'Arrangement révisé à Washington en 1911 restera en vigueur.

Fait à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne :

Hoesch.
Georg Klauer.
Wolfgang Kühnast.
Herbert Kühnemann.

Pour l'Autriche :

Dr. Hans Werner.

Pour la Belgique :

Coppieters de Gibson.
Thomas Braun.

Pour l'Espagne :

Ramón Pérez de Ayala.
Fernando Cabello Lapiedra.
José García Monge.

Pour la France :

Marcel Plaisant.
Roger Cambon.
Georges Lainel.
Georges Maillard.

Pour la Hongrie :

Schilling Zoltán.

Pour l'Italie :

Eduardo Piola Caselli.
Luigi Biamonti.
Alfredo Jannoni Sebastianini.

Pour le Liechtenstein :

W. Kraft.

Pour le Maroc :

Halgouët.

Pour les États-Unis du Mexique :

Luders de N.

Pour les Pays-Bas :

J. Alingh Prins.
J. van Hettinga Tromp.
A. D. Koelman.
H. F. van Walsem.

Pour le Portugal :

João de Lebre e Lima.
Artur de Melo Quintela Saldanha.

Pour la Suisse :

W. Kraft.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr. Karel Skala.
Dr. Otto Parsch.

Pour la Tunisie :

C. Billecocq.

Pour la Turquie :

A. Fethi.

Pour la Yougoslavie :

Dr. Janko Choumane (Suman).

(Tradução)

Acordo de Madrid de 14 de Abril de 1891, concernente ao registo internacional das marcas de fábrica ou de comércio, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, na Haia em 6 de Novembro de 1925 e em Londres em 2 de Junho de 1934:

Os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, ajustaram de comum acordo o texto seguinte, que substituirá o Acordo de Madrid de

14 de Abril de 1891, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911 e na Haia em 6 de Novembro de 1925, a saber:

ARTIGO 1.º

(1) Os nacionais de cada um dos países contratantes poderão assegurar a protecção, em todos os outros países, das suas marcas de fábrica ou de comércio registadas no país de origem, por meio do seu registo na secretaria internacional para a protecção da propriedade industrial, em Berna, feito por intermédio do dito país de origem.

(2) A definição do país de origem é a estabelecida na disposição que se lhe refere do artigo 6.º da Convenção geral para a protecção da propriedade industrial.

ARTIGO 2.º

São equiparados aos nacionais dos países contratantes os nacionais dos países não aderentes ao presente Acordo que, no território da União restrita por ele constituída, satisfaçam às condições estabelecidas no artigo 3.º da Convenção geral.

ARTIGO 3.º

(1) O pedido de registo internacional deve ser apresentado no formulário prescrito no regulamento de execução, e a Administração do país de origem da marca certificará que as indicações que figuram nos pedidos correspondem às do registo nacional.

(2) Se o requerente reivindicar a cor como elemento distintivo da sua marca será obrigado:

- 1.º A declará-lo e a juntar ao seu pedido indicação da cor ou combinação de cores reivindicada;
- 2.º A juntar ao pedido exemplares coloridos da dita marca, os quais serão apensados às notificações feitas pela secretaria internacional. O número desses exemplares será fixado no regulamento de execução.

(3) A secretaria internacional registará imediatamente as marcas apresentadas nos termos do artigo 1.º Notificará esse registo sem demora às diversas Administrações. As marcas registadas serão publicadas numa folha periódica editada pela secretaria internacional, com base nas indicações contidas no pedido de registo e numa matriz fornecida pelo requerente.

(4) Para o efeito da publicidade a dar nos países contratantes às marcas registadas, cada Administração receberá gratuitamente da secretaria internacional o número de exemplares da dita publicação que deseje solicitar. Essa publicidade será considerada plenamente suficiente em todos os países e nenhuma outra se poderá exigir do requerente.

ARTIGO 4.º

(1) A partir do registo feito nestes termos na secretaria internacional, a protecção à marca em cada um dos países contratantes será a mesma que a marca teria se neles fosse directamente submetida a registo.

(2) Qualquer marca que tenha sido objecto de um registo internacional gozará do direito de prioridade estabelecido no artigo 4.º da Convenção geral, sem que seja necessário observar as formalidades previstas na letra D desse artigo.

ARTIGO 4.º-bis

(1) Quando uma marca já registada num ou vários países contratantes for posteriormente registada na secretaria internacional em nome do mesmo titular ou seu sucessor, o registo internacional considerar-se-á substituído aos registos nacionais anteriores, sem prejuízo dos direitos adquiridos pelo facto destes últimos.

(2) A Administração nacional será, a pedido, obrigada a averbar nos seus registos o registo internacional.

ARTIGO 5.º

(1) Nos países cuja legislação o permita, as Administrações a que a secretaria internacional notificar o registo de uma marca terão a faculdade de declarar que a protecção não lhe pode ser concedida nos seus territórios. Tal recusa só poderá ser oposta nas condições que se aplicariam, em virtude da Convenção geral, a uma marca submetida ao registo nacional.

(2) As Administrações que quiserem usar desta faculdade deverão notificar a sua recusa, com indicação dos motivos, à secretaria internacional, no prazo fixado na sua lei nacional e, o mais tardar, antes de decorrido um ano contado da data do registo internacional da marca.

(3) A secretaria internacional transmitirá sem demora à Administração do país de origem e ao proprietário da marca ou seu mandatário, se este tiver sido indicado à secretaria pela dita Administração, um dos exemplares da declaração de recusa notificada naqueles termos. O interessado gozará do mesmo direito de recurso que no caso de a marca ter sido por ele directamente submetida a registo no país em que a protecção é recusada.

(4) Os motivos de recusa de uma marca deverão ser transmitidos pela secretaria internacional aos interessados que lho solicitem.

(5) Se as Administrações não tiverem, no prazo máximo de um ano, acima indicado, dirigido comunicação alguma à secretaria internacional, entender-se-á que aceitaram a marca.

(6) A anulação de uma marca internacional não poderá ser decretada pelas autoridades competentes sem que ao titular da marca se tenham assegurado os meios de fazer valer os seus direitos em devido tempo. A anulação será notificada à secretaria internacional.

ARTIGO 5.º-bis

Os documentos justificativos do direito ao uso de certos elementos contidos nas marcas, tais como armas, escudos, retratos, distinções honoríficas, títulos, nomes comerciais ou nomes de pessoas que não sejam os do requerente, ou outras inscrições análogas, que possam ser exigidas pelas Administrações dos países contratantes, serão dispensados de qualquer legalização, bem como de qualquer certificação que não seja a da Administração do país de origem.

ARTIGO 5.º-ter

(1) A secretaria internacional entregará a quem lho solicite, mediante o pagamento de uma taxa fixada no regulamento de execução, uma cópia das menções inscritas no registo a respeito de determinada marca.

(2) A secretaria internacional poderá desse modo, mediante remuneração, encarregar-se de proceder a buscas sobre a anterioridade relativa das marcas internacionais.

(3) Os extractos do registo internacional pedidos para o efeito de serem exibidos num país contratante serão dispensados de qualquer legalização.

ARTIGO 6.º

A protecção resultante do registo na secretaria internacional durará vinte anos a contar da data do registo (salvo o disposto no artigo 8.º para o caso de o requerente ter somente pago uma fracção do emolumento internacional), mas não poderá ser invocada em favor de uma marca que já não goze de protecção legal no país de origem.

ARTIGO 7.º

(1) O registo poderá ser sempre renovado, nos termos dos artigos 1.º e 3.º, por um novo período de vinte anos a contar da data da renovação.

(2) Seis meses antes de expirar o prazo da protecção, a secretaria internacional recordará ao proprietário da marca, por meio de aviso oficioso, a data exacta dessa expiração.

(3) Se a marca apresentada em renovação do registo anterior tiver sofrido modificação que lhe altere o carácter distintivo, as Administrações poderão recusar-se a registá-la a título de renovação e terão igual direito no caso de mudança na indicação dos produtos a que a marca deve aplicar-se, a não ser que, notificado da objectação por intermédio da secretaria internacional, o requerente declare renunciar à protecção para os produtos que não sejam os designados nos mesmos termos por ocasião do registo anterior.

(4) Quando a marca não for aceita a título de renovação, ter-se-ão em conta direitos de anterioridade ou outros adquiridos pelo facto do registo anterior. A marca gozará designadamente desses direitos de anterioridade em relação aos produtos designados nos mesmos termos quando do registo anterior e da renovação.

ARTIGO 8.º

(1) A Administração do país de origem fixará como entender, e cobrará em seu proveito, uma taxa nacional, que exigirá do proprietário da marca cujo registo internacional é pedido.

(2) A essa taxa acrescerá um emolumento internacional (em francos suíços) de cento e cinquenta francos pela primeira marca, e de cem francos por cada uma das marcas seguintes, apresentadas ao mesmo tempo na secretaria internacional em nome do mesmo proprietário.

(3) O requerente terá a faculdade de, no momento da apresentação do pedido internacional, pagar somente o emolumento de cem francos pela primeira marca e de setenta e cinco francos por cada uma das marcas apresentadas juntamente com a primeira.

(4) Se usar desta faculdade, o requerente deverá, antes do termo do prazo de dez anos contados da data do registo internacional, pagar à secretaria internacional um complemento de emolumento de setenta e cinco francos pela primeira marca e de cinquenta francos por cada uma das marcas apresentadas juntamente com a primeira, sob pena de, expirado aquele prazo, perder o benefício do seu registo. Seis meses antes do referido termo, a secretaria internacional recordará ao requerente, por meio de aviso officioso, para os devidos efeitos, a data exacta da expiração. Se o complemento de emolumento não for pago antes do termo do prazo à secretaria internacional, esta eliminará a marca, notificará do facto as Administrações e publicá-lo-á na sua revista. Se o complemento de emolumento devido, pelas marcas submetidas a registo conjuntamente não for pago ao mesmo tempo por todas as marcas, o requerente deverá designar exactamente as marcas pelas quais pretende fazer o pagamento complementar e satisfazer a taxa de setenta e cinco francos pela primeira marca de cada série.

(5) Quando a lista dos produtos para que se reivindica protecção contiver mais de cem palavras, o registo da marca dependerá do pagamento de uma sobretaxa, a fixar no regulamento de execução.

(6) O produto anual das diversas receitas do registo internacional será pela secretaria internacional distribuído em partes iguais pelos países contratantes, depois de deduzidos os encargos comuns resultantes da execução do presente Acordo.

(7) Se, no momento da entrada em vigor do presente Acordo revisto, algum país não tiver ainda aderido ao acto da Haia, somente terá direito, até a data da sua adesão, a uma parte do excedente das receitas calculado na base das antigas taxas.

ARTIGO 8.º-bis

O proprietário de uma marca internacional pode sempre renunciar à protecção em um ou vários dos países

contratantes, por meio de declaração remetida à Administração do país de origem da marca, para ser transmitida à secretaria internacional, que a notificará aos países a que a renúncia disser respeito. Esta não está sujeita a qualquer taxa.

ARTIGO 9.º

(1) A Administração do país de origem notificará igualmente a secretaria internacional das anulações, eliminações, renúncias, transmissões e outras modificações introduzidas na inscrição da marca no registo nacional, se tais modificações afectarem também o registo internacional.

(2) A secretaria inscreverá essas modificações no registo internacional, notifi-cá-las-á por sua vez às Administrações dos países contratantes e publicá-las-á na sua revista.

(3) De igual modo se procederá quando o proprietário da marca solicitar a redução da lista dos produtos a que ela se aplica.

(4) Estes actos podem ser sujeitos a uma taxa, que será fixada no regulamento de execução.

(5) A adição ulterior de um novo produto só pode obter-se por meio de novo pedido, formulado nos termos do artigo 3.º

(6) A substituição de um produto por outro é equiparada à adição.

ARTIGO 9.º-bis

(1) Quando uma marca inscrita no registo internacional for transmitida a uma pessoa estabelecida num país contratante que não seja o país de origem da marca, a transmissão será notificada à secretaria internacional pela Administração desse mesmo país de origem. A secretaria internacional, depois de obtido o acordo da Administração à qual respeita o novo titular, registará a transmissão, notifi-cá-la-á às outras Administrações e publicá-la-á na sua revista, mencionando, se for possível, a data e o número de registo da marca no seu novo país de origem.

(2) Não será registada transmissão alguma de marca inscrita no registo internacional feita a favor de pessoa sem direito a adquirir marcas internacionais.

(3) Quando uma transmissão não possa ser inscrita no registo internacional, quer em consequência de recusa do novo país de origem, quer por ter sido feita a favor de pessoa sem direito a adquirir marcas internacionais, a Administração do antigo país de origem terá o direito de solicitar da secretaria internacional a eliminação da marca do seu registo.

ARTIGO 9.º-ter

(1) Se a cessão de uma marca internacional só para uma parte dos produtos registados for notificada à secretaria internacional, esta inscrevê-la-á nos seus registos. Cada um dos países contratantes terá a faculdade de negar a validade dessa cessão se os produtos compreendidos na parte cedida forem semelhantes àqueles para que a marca continua registada a favor do cedente.

(2) A secretaria internacional inscreverá igualmente a cessão da marca internacional só para um ou vários dos países contratantes.

(3) Se, nos casos precedentes, ocorrer mudança do país de origem, a Administração a que respeita o cessionário deverá prestar o seu acordo, que será solicitado nos termos do artigo 9.º-bis.

(4) Na aplicação das alíneas anteriores ressalva-se o disposto no artigo 6.º-quater da Convenção geral.

ARTIGO 10.º

As Administrações regularão entre si os pormenores da execução do presente Acordo.

ARTIGO 11.º

(1) Os países da União para a protecção da propriedade industrial que não tomaram parte no presente Acordo serão admitidos a aderir a seu pedido e pela forma estabelecida no artigo 16.º da Convenção geral.

(2) Logo que seja informada de que um país ou uma das suas colónias aderiu ao presente Acordo, a secretaria internacional dirigirá à Administração desse país, nos termos do artigo 3.º, uma notificação colectiva das marcas que nesse momento gozem de protecção internacional.

(3) Essa notificação assegurará, por si mesma, às ditas marcas o benefício das disposições precedentes no território do país aderente e marcará o início do prazo de um ano durante o qual a Administração respectiva poderá fazer a declaração prevista no artigo 5.º

(4) Todavia, ao aderir ao presente Acordo, cada país poderá declarar que, salvo no que respeita às marcas internacionais que já tenham sido objecto nesse país de um registo nacional ainda em vigor e que serão imediatamente reconhecidas a requerimento dos seus titulares, a aplicação do presente acto será limitada às marcas que forem registadas a partir da data em que a adesão se tornar efectiva.

(5) Essa declaração dispensará a secretaria internacional de fazer a notificação colectiva acima indicada. Limitar-se-á a notificar as marcas a favor das quais o pedido de beneficiar da excepção prevista na alínea anterior seja por ela recebido, com as precisões necessárias, no prazo de um ano a contar do acesso do novo país.

(6) Os registos de marcas que tenham sido objecto de uma das notificações previstas neste artigo considerar-se-ão substituídos aos registos feitos directamente no novo país contratante antes da data efectiva da sua adesão.

(7) As estipulações do artigo 16.º-*bis* da Convenção geral são aplicáveis ao presente Acordo.

ARTIGO 11.º-*bis*

A denúncia do presente Acordo será regulada pelo artigo 17.º-*bis* da Convenção geral. As marcas internacionais registadas até à data a que a denúncia se tornar efectiva, e não recusadas dentro do ano previsto no artigo 5.º, continuarão, durante o tempo de duração da protecção internacional, a beneficiar da mesma protecção que no caso de terem sido registadas directamente no respectivo país.

ARTIGO 12.º

(1) O presente Acordo será ratificado e as suas ratificações serão depositadas em Londres, o mais tardar, até 1 de Julho de 1938.

(2) Entrará em vigor, entre os países que o tiverem ratificado, um mês depois dessa data e terá a mesma força e duração que a Convenção geral.

(3) Este acto substituirá, nas relações entre os países que o tiverem ratificado, o acordo de Madrid de 1891, revisto na Haia em 6 de Novembro de 1925. Todavia, este último continuará a vigorar nas relações com os países que não tiverem ratificado o presente acto. Com os países que ainda não tiverem ratificado o acto da Haia continuará em vigor o Acordo revisto em Washington em 1911.

Feito em Londres, num só exemplar, em 2 de Junho de 1934.

Pela Alemanha:

Hoesch.

Georg Klauer.

Wolfgang Kühnast.

Herbert Kühnemann.

Pela Áustria:

Dr. Hans Werner.

Pela Bélgica:

Coppieters de Gibson.

Thomas Braun.

Pela Espanha:

Ramón Pérez de Ayala.

Fernando Cabello Lapidra.

José García Monge.

Pela França:

Marcel Plaisant.

Roger Cambon.

Georges Lainel.

Georges Maillard.

Pela Hungria:

Schilling Zoltán.

Pela Itália:

Eduardo Piola Caselli.

Luigi Biamonti.

Alfredo Jannoni Sebastianini.

Pelo Liechtenstein:

W. Kraft.

Por Marrocos:

Halgouët.

Pelos Estados Unidos do México:

Luders de N.

Pelos Países Baixos:

J. Alingh Prins.

J. van Hettinga Tromp.

A. D. Koeleman.

H. F. van Walsem.

Por Portugal:

João de Lebre e Lima.

Artur de Melo Quintela Saldanha.

Pela Suíça:

W. Kraft.

Pela Checoslováquia:

Dr. Karel Skala.

Dr. Otto Parsch.

Pela Tunísia:

C. Billecocq.

Pela Turquia:

A. Fethi.

Pela Jugoslávia:

Dr. Janko Choumane (Suman).

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 23 de Janeiro de 1950.— O Director-Geral, *Luís Esteves Fernandes.*